

BetterAid update

BetterAid est une plateforme ouverte de la société civile travaillant sur la coopération au développement et suivant l'agenda pour l'efficacité de l'aide depuis janvier 2007.

Sommaire

Page	
3	L'actualité de la société civile
5	Dernières nouvelles de l'aide publique
8	Evènements
8	Dernières nouvelles du Groupe de Coordination de BetterAid
8	Dernières nouvelles du Forum sur l'Efficacité du développement des OSC

Un bulletin d'information bimensuel de BetterAid. Contactez cbirkett@eurodad.org pour une inscription ou des suggestions.

Numéro spécial : le Forum de l'ONU pour la coopération en matière de développement

Le contenu du présent bulletin d'information s'inspire d'un récent Dossier du vendredi publié par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), dans lequel figurait une interview d'Anne Schoenstein et de Natalie Raaber, de l'AWID, qui ont participé au Forum de l'ONU pour la coopération en matière de développement, célébré à New York en juin. Ce dossier a été adapté et mis à jour par BetterAid pour produire le présent bulletin. Vous pouvez consulter le Dossier du vendredi d'origine: <http://tinyurl.com/3yolxun>. Ou visiter le site Internet de l'AWID: <http://www.awid.org>

Qu'est-ce que le Forum pour la coopération en matière de développement (FCD) ?

Ce forum est un organe mandaté par l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies lors du Sommet mondial de 2005. Il s'agit de l'une des nouvelles fonctions du Conseil Économique et Social (ECOSOC) renforcé, destinée à soutenir et à améliorer la mise en œuvre des objectifs de développement internationalement reconnus (IADG), y compris des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le premier FCD biennal (qui a eu lieu en 2008) s'est attaché à examiner les tendances et les progrès réalisés dans le domaine de la coopération internationale au développement, en étudiant notamment les questions de cohérence des activités de développement : une activité ne doit pas en saper une autre et toutes doivent soutenir et assurer les droits humains. Cette année, le FCD portait sur la « Coopération au développement en temps de crise : nouveaux engagements pour atteindre les OMD.

Pourquoi le FCD constitue-t-il un espace important ?

L'ONU est actuellement la seule organisation internationale véritablement participative, inclusive et multilatérale. Le FCD est ouvert aux gouvernements, aux organisations internationales, aux autorités locales

et aux OSC. À la différence de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et du G20, l'ONU offre une représentation égale aux pays développés et en développement.

En outre, face aux crises multiples et interconnectées auxquelles le monde continue d'être confronté, l'ensemble des gouvernements sont tenus de trouver des solutions durables aux défis posés par la pauvreté et l'inégalité, entre autres.

Si l'aide au développement est très importante à l'heure actuelle, l'architecture actuelle de l'aide internationale ne favorise pas le développement durable ou la réalisation des droits humains ou de l'égalité des genres. En réalité, dans sa configuration actuelle, la coopération internationale au développement sape trop souvent le développement national et les droits humains, y compris ceux des femmes. En outre, comme le FCD est basé sur le cadre réglementaire des droits de l'homme de l'ONU, c'est l'espace idéal pour élargir la discussion afin que la coopération dépasse la simple « efficacité de l'aide » (development cooperation to go beyond "aid effectiveness"), qui se contente souvent d'examiner les aspects techniques des prestations et de la gestion de la coopération au développement. La coopération au développement (dont l'aide ne représente qu'une partie) doit viser et respecter les droits humains, y

compris ceux des femmes ; son effet doit être centré sur les droits humains de toutes les personnes.

En quoi le FCD est-il pertinent pour les organisations membres de BetterAid et les autres organisations de la société civile (OSC) ?

Pour réaliser d'urgence la réforme du cadre actuel de la coopération au développement, il faut impérativement impliquer les OSC, y compris les groupes de femmes, pour intégrer leurs voix, leurs expériences locales et régionales, ainsi que des solutions alternatives dans les discussions, la définition des normes et l'élaboration de politiques de développement. Les OSC peuvent également communiquer des informations internationales à l'échelon régional, national et local, en encourageant le travail de plaidoyer ainsi que les rôles de protection des autres groupes à tous les niveaux.

Consulter la déclaration au forum du Groupe de travail des femmes sur le financement pour le développement : <http://tinyurl.com/392xyda>

Consulter la déclaration au FCD de BetterAid : <http://tinyurl.com/2wvjpxp>

Lire les communiqués de presse de BetterAid publiés lors du FCD de 2010 : <http://www.betteraid.org/en/press-area.html>

Voir les pages suivantes



« Nuage de mots » issu du résumé détaillé du président du FCD, New York. Les mots qui reviennent le plus fréquemment dans le résumé sont ceux qui apparaissent en grosses lettres dans le nuage.

Le FCD-ONU- New York, les 29 et 30 juin 2010

Quels ont été les points particulièrement importants dans les débats du FCD ?

Comme l'indique la récente déclaration au forum du Groupe de travail des femmes sur le financement pour le développement (WWG on FFD statement to the DCF), « les questions de coopération au développement ne peuvent pas être isolées du contexte politique plus vaste du commerce, des investissements, de la dette monétaire et extérieure, y compris des mesures d'austérité et d'incitation fiscale. » Si la cohérence des politiques a été abordée, la plupart des orateurs n'ont pas clairement évoqué un cadre de droits humains, ni fait référence aux documents clés sur les droits des femmes, tels que le Programme d'action de Beijing et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) au cours des discussions - il reste donc encore beaucoup à faire dans ce domaine.

L'accent a également été mis sur la coopération au développement Sud-Sud, avec un débat animé sur son rôle, notamment par rapport à la coopération Nord-Sud. La Coopération au développement Sud-Sud a le potentiel de renforcer une coopération Sud-Sud plus large et de promouvoir des visions alternatives du développement. Il faut cependant se garder de perpétuer les mêmes problèmes / relations de pouvoir inégales que dans la coopération Nord-Sud.

Enfin, nous avons également entendu des commentaires potentiellement problématiques concernant le rôle de l'aide en tant que catalyseur pour stimuler la croissance et appuyer la création de nouveaux marchés, sans mentionner que l'aide doit se concentrer sur l'éradication de la pauvreté, le développement durable, la réalisation des Objectifs de développement internationalement reconnus (IADG), ainsi que la réalisation et l'affirmation des droits humains.

Quels ont été les résultats de la conférence ?

Dans le scénario actuel, le FCD ne produit pas de document final négocié. Il existe, cependant, un résumé officiel, rédigé par son Président, dont les principaux messages alimenteront le Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, qui aura lieu en septembre 2010. Le résumé du Président :

- Reconnaît que si les parlements constituent des composantes fondamentales du processus de responsabilité, un environnement propice est également nécessaire pour permettre l'implication de la société civile.
- Reconnaît le rôle important de la cohérence des

politiques pour le développement et que « relativement peu d'avancées ont été faites pour assurer la cohérence entre la coopération au développement et les politiques qui dépasse la simple efficacité de l'aide en matière de commerce, d'investissement ou de technologie ».

- Demande une accélération des progrès réalisés dans le sens de la mise en œuvre des objectifs de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra, et souligne que l'appropriation et le leadership nationaux sont d'une importance fondamentale.
- Appelle les pays donateurs à respecter leurs engagements vis-à-vis des objectifs d'AOD définis ces dernières années.
- Propose que 100 % des financements publics pour lutter contre le changement climatique soient ajoutés à l'AOD
- Souligne la nécessité de développer des sources innovantes de financement du développement, comprenant une taxe sur les flux financiers et une taxe carbone.
- Reconnaît les avantages de la coopération Sud-Sud et définit les prochaines étapes à suivre pour la promouvoir.

Quelles sont les suites prévues ?

Un événement parallèle du FCD sera organisé lors du sommet de l'ONU sur les OMD, qui donnera lieu à un rapport sur la coopération internationale au développement. Ces prochains mois, le FCD se penchera sur son fonctionnement, ainsi que sur le contenu / les problèmes sur lequel il sera centré au cours de la prochaine période (2011-2012). Des propositions visent à augmenter la fréquence des réunions à tous les ans au lieu de tous les deux ans, à introduire un document final officiel (négocié) et à définir des mécanismes de participation de la société civile. La cohérence de la politique et la responsabilité mutuelle resteront sans doute des thèmes principaux et la coopération au développement Sud-Sud occupera une place plus grande. Le FCD prévoit deux symposiums, l'un fin 2010 et l'autre au deuxième trimestre 2011.

Comment les OSC peuvent-elles s'engager dans le FCD ?

Les OSC participent actuellement au FCD par le Groupe consultatif (AG) et l'équipe OSC du FCD. BetterAid fait partie de cette équipe. En ce qui concerne le Groupe consultatif, les OSC sont actuellement représentées par CIVICUS et ActionAid, qui agissent au nom de BetterAid. L'équipe OSC du FCD élabore actuellement un document contenant des recommandations destinées au FCD, en vue de son fonctionnement et de son contenu futurs.

L'actualité de la société civile

Consultations nationales sur l'efficacité de l'aide

La mise en œuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra, deux engagements internationaux en matière d'efficacité de l'aide, étant réalisée au niveau national, l'on s'attend à ce que différentes parties prenantes, comprenant des organisations de la société civile, impliquent les gouvernements et les partenaires financiers / donateurs de leurs pays. À cet effet, la Fondation IBON et le Reality of Aid Network organisent, dans plusieurs pays, une série de consultations avec des organisations de la société civile. Ces processus visent à contribuer à renforcer la voix de la société civile lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui se tiendra en 2011, parmi lesquelles les documents de prise de position et le plaidoyer de BetterAid.

Vous trouverez ci-dessous des mises à jour découlant de certaines de ces consultations nationales, ainsi que les dates des événements à venir. Pour obtenir le calendrier complet des consultations nationales, veuillez consulter la page: <http://www.betteraid.org/en/country-consultations.html>.

Première consultation sous-nationale sur l'efficacité de l'aide en Indonésie

Il a été décidé, lors d'une réunion à multiples parties prenantes qui s'est tenue à Jakarta au mois de juillet, que l'agenda pour l'efficacité du développement formulé dans le cadre de l'Engagement de Jakarta, en Indonésie, devait être diffusé au niveau sous-national.

Le forum international d'ONG sur le développement indonésien (INFID) prévoit 4 dialogues sous-nationaux à multiples parties prenantes. La première réunion, qui a eu lieu les 29 et 30 juillet, a compté avec la présence de représentants du Ministère de l'aménagement du territoire, de la Commission nationale de l'approvisionnement et de l'INFID. Le rapport complet issu de cette consultation sera bientôt mis à disposition sur le site Internet de BetterAid ; d'autres dialogues auront lieu au mois d'août. Au mois d'octobre, les OSC indonésiennes rencontreront les OSC du Mali afin de discuter de la thématique de la Coopération Sud-Sud (CSS). Au mois de décembre, l'A4DES (Aid

for Development Effectiveness Secretariat) et l'INFID tiendront une réunion conjointe afin d'examiner l'avancée des mesures prises par le gouvernement, les donateurs et les OSC indonésiennes en matière d'efficacité du développement. Les plans d'actions pour 2011 pour le gouvernement et les OSC seront également discutés.

Le gouvernement et les OSC uniront également leurs efforts pour diffuser des informations concernant le processus de planification du développement, qui vise à promouvoir l'harmonisation et à clarifier les rôles de chaque partie prenante dans les programmes de réduction de la pauvreté. Le forum national sera vraisemblablement reproduit au niveau des provinces et des districts.

Plus d'informations sur les prochaines consultations de la société civile en Indonésie: <http://tinyurl.com/36xwv6o>

Vers une efficacité du développement au Cambodge

La plateforme des organisations de la société civile cambodgiennes travaillant sur les thématiques de coopération au développement au Cambodge (Comité de coopération pour le Cambodge (CCC)) a renforcé ses programmes visant afin d'augmenter la sensibilisation des organisations cambodgiennes concernant la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra et de promouvoir le débat concernant l'orientation des discussions sur l'efficacité de l'aide vers la thématique de l'efficacité du développement, entre les différents acteurs du développement.

En 2009 et en 2010, le CCC a organisé cinq ateliers de formation régionaux et plusieurs ateliers à multiples parties prenantes afin de renforcer les capacités des ONG cambodgiennes sur les principes énoncés par la Déclaration de Paris et afin de placer les partenaires du développement et le gouvernement cambodgien face à leurs engagements pour renforcer l'implication des OSC dans le processus de développement, conformément au Programme d'action d'Accra.

Des ONG cambodgiennes ont ainsi pu entamer un dialogue avec le Gouvernement royal du Cambodge et des partenaires du développement

sur l'agenda national pour l'efficacité de l'aide et du développement.

Le CCC prévoit une série d'activités de septembre 2010 à décembre 2011 afin de surfer sur ce succès :

Septembre - octobre 2010

Revue de la littérature sur les expériences nationales et internationales liées à l'efficacité de l'aide et du développement afin de constituer une base de connaissances utile aux ONG pour orienter leurs discussions.

Septembre 2010

Réunions avec les ONG faitières et les groupes sectoriels afin de renforcer leur approche des principes de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra.

En cours

Recherche d'études de cas sur les modalités de l'engagement entre ONG locales et internationales et sur l'engagement de multiples parties prenantes vis-à-vis de l'efficacité de l'aide et du développement au Cambodge.

Plus d'information: <http://tinyurl.com/34w8byb>

Rencontres de la société civile pour l'efficacité de l'aide au Kirghizistan

Les initiatives des OSC kirghizes sur l'efficacité de l'aide pour 2010 prendront de l'ampleur au mois de septembre, à la suite de l'établissement du calendrier d'activités au mois d'avril. Outre une réunion à multiples parties prenantes qui aura lieu le 1er décembre, les activités comprendront des consultations des OSC provinciales sur l'efficacité de l'aide et le développement, ainsi qu'une recherche nationale sur l'impact de l'implication des OSC dans le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra. Réunions à venir :

Septembre à décembre 2010

Recueil de données pour la préparation d'une réunion à multiples parties prenantes: données sur les résultats de la mise en œuvre de la

programme d'action d'Accra, données de l'État et des bailleurs de fonds sur leurs actions sur la mise en œuvre de la programme d'action d'Accra (pour le mécanisme de la reddition de comptes et de transparence, le Fonds pour le développement des capacités des OSC et les membres élus des conseils).

15 septembre

Table ronde des OSC. Pour la création d'une plateforme d'OSCs et un groupe d'OSC pour suivre la mise en œuvre du PAA, et une discussion sur le matrix de suivi de la mise en œuvre de la programme d'action d'Accra.

Plus informations concernant les activités des organisations de la société civile kirghizes: <http://tinyurl.com/2vqwddak>

Renforcement des capacités au Bangladesh

Au Bangladesh, un plan national complet a été élaboré pour travailler sur l'efficacité de l'aide et la reddition de comptes vis-à-vis des politiques, ainsi que sur la participation de la base au sein des communautés, des organisations comprenant des OSC, des ONG, des organismes de recherche, des organisations de femmes et des organisations professionnelles.

Un atelier de renforcement des capacités d'une durée de deux jours intitulé « Résultats du développement : implication des OSC dans l'efficacité de l'aide » s'est tenu à Dhaka les 7 et 8 août 2010. L'atelier était organisé par le Aid Accountability Group (AAG) et le Reality of Aid Network.

Il a couvert différents aspects de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra et a permis de discuter des propositions de réforme de l'architecture de l'aide. Les intervenants ont répété que les agences et les pays donateurs doivent respecter la Déclaration de Paris ainsi que rendre des comptes et agir en toute transparence conformément aux principes de la Déclaration de Paris, en matière d'appropriation, de responsabilité mutuelle, d'harmonisation, d'alignement et de résultats en matière de développement. De plus, depuis le troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Accra en 2008, la société civile fait partie intégrante des canaux d'acheminement de

l'aide, de sorte que la voix des OSC devrait être dument prise en compte lors de toute action entreprise en relation avec l'aide, aussi bien au niveau national qu'international. L'atelier a demandé la réforme du système d'apport et de gestion de l'aide, afin d'augmenter son efficacité, de réduire la pauvreté et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Outre les conditionnalités, les participants ont critiqué le processus hiérarchique et bureaucratique du déboursement de l'aide au Bangladesh. Un groupe de travail composé de sept membres a été formé pendant l'atelier. D'autres ateliers ont eu lieu plus tard en août. Renseignez-vous sur ceux-ci dans la prochaine mise à jour Betteraid.



Plus informations sur les consultations de la société civile au Bangladesh: <http://tinyurl.com/35jmxrq>

Autres consultations de la société civile à venir

Sri Lanka

D'Accra à Séoul - la planification des priorités civile dans le Programme national pour l'efficacité de l'aide et du développement

5-6 septembre 2010

Plus d'informations: <http://tinyurl.com/3ypskst>

Nigeria

Vers une orientation de l'agenda pour l'efficacité de l'aide vers la thématique de l'efficacité du développement : atelier de consultation des OSC et consultation à multiples parties prenantes

15-16 septembre 2010

Plus d'informations: <http://tinyurl.com/3a2tpxy>

Sénégal

Vers une orientation de l'agenda pour l'efficacité de l'aide vers la thématique de l'efficacité du développement : atelier de consultation des OSC et consultation à multiples parties prenantes.

22-23 septembre 2010 (à confirmer)

Dakar, Sénégal

Plus d'informations: <http://tiny.cc/6bt9d>

Les OSC de quatre autres pays africains sont actuellement en train de valider et de lancer l'application des plans nationaux dirigés par les OSC : Ouganda, Cameroun, Lesotho et Ghana. Les OSC de ces pays se rencontrent régulièrement pour renforcer leur engagement vis-à-vis de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra. Plus d'informations sont disponibles sur le site Internet de Reality of Aid www.realityofaid.org et de BetterAid www.betteraid.org.

Un penalty contre la pauvreté : lancement du rapport Aidwatch 2010.

Le 10 juin dernier, CONCORD, confédération membre de BetterAid, a lancé le rapport AidWatch 2010. C'est la cinquième fois que des ONG européennes unissent leurs efforts pour produire un rapport d'évaluation de la quantité et de la qualité de l'aide de l'UE.

Dans le cadre de l'évaluation de la réalisation des OMD, 10 ans après, le principal message de ce rapport est qu'une aide européenne plus abondante et de meilleure qualité peut permettre d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Cependant, le rapport note qu'en 2009, l'aide apportée par l'UE a diminué, rendant ainsi quasiment impossible pour l'Europe d'atteindre son objectif collectif en matière d'aide pour 2010, qui consistait à fournir une assistance officielle au développement de l'ordre de 0,56 % du PNB. Au vu des niveaux actuels (0,44 %), l'aide apportée par l'UE est bien trop insuffisante.

Inspiré par la Coupe du Monde en Afrique du Sud, le rapport est intitulé « Un penalty contre la pauvreté » et souligne la timidité des avancées en matière d'efficacité de l'aide. Il en appelle à une accélération de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra, tout en promouvant l'appropriation démocratique, un concept qui fait l'objet d'une

couverture spéciale dans le rapport.

Le rapport AidWatch a été publié à peine 4 jours avant le Conseil des affaires étrangères de l'UE lors duquel les représentants de l'UE ont discuté et défini une position conjointe en vue du prochain sommet sur les OMD à New York. La publication a été lancée à Bruxelles, et simultanément en Europe, par de nombreux membres de CONCORD, y compris à l'occasion d'événements de haut niveau auxquels étaient présents des parlementaires et des ministres. Le lancement a également eu un important impact en termes médiatiques, avec 151 mentions recensées dans 18 pays de l'UE, tandis que le Commissaire au développement, Andris Piebalgs, a accueilli le rapport en publiant un communiqué de presse. En relation avec le rapport, le 17 juin, CONCORD a organisé une action sur les OMD, à l'occasion du sommet des Chefs d'états de l'UE qui se tenait à Bruxelles, au cours de laquelle des activistes portant les masques des dirigeants européens ont essayé de marquer un but contre la pauvreté.

Lire le rapport AidWatch ici : <http://tinyurl.com/34ejjnk>

Brèves de l'actualité de la société civile

La Confédération syndicale internationale (CSI) a appelé les participants du sommet des Nations Unies qui se tiendra le mois prochain afin de faire le point sur les progrès des Objectifs du Millénaire pour le Développement, à approuver la taxe sur les transactions financières, dans le but d'aider à financer le développement et la croissance. « La taxe sur les transactions financières est non seulement justifiée d'un

point de vue économique, mais constitue également une question de justice et d'équité, » a déclaré Sharan Burrow, la Secrétaire générale de la CSI.

Pour consulter le communiqué, veuillez consulter l'adresse : <http://www.ituc-csi.org/ituc-calls-for-un-summit-to.html?lang=en>

Dernières nouvelles de l'aide publique

UNFPA : la coopération Sud-Sud à la une

De nouvelles initiatives et de nouveaux acteurs ont émergé dans le contexte de l'aide, introduisant ainsi certains éléments intéressants dans le débat sur l'efficacité de l'aide : la Coopération Sud-Sud (CSS) offre la possibilité de développer des voies de coopération au développement nouvelles et créatives, qui explorent un univers étranger à l'économie, dans le sens de la connaissance et du renforcement de capacités.

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a invité un groupe varié d'acteurs à succès de la Coopération Sud-Sud, en provenance du monde entier, afin de mettre en évidence les nouvelles dynamiques et d'explorer les modalités de la Coopération Sud-Sud, afin de passer en revue et d'actualiser la stratégie de

l'UNFPA en la matière.

Lors de la rencontre, qui a eu lieu à Bangkok (Thaïlande) (27-29 juillet), près de 27 études de cas ont été présentées par les fonctionnaires régionaux de l'UNFPA, les représentants des gouvernements et des Organisations de la société civile. Elles ont permis de démontrer que les cas de coopération Sud-Sud constituaient de nouvelles modalités de coopération au développement, mais qu'ils n'étaient pas correctement systématisés, notamment ceux dirigés par les OSC. L'énorme potentiel de la Coopération Sud-Sud n'a pas encore été exploré, notamment en ce qui concerne les expériences liées à la coopération technique et au développement des capacités dans les pays en développement.

Un représentant de la Coordinadora de la mujer, une organisation membre de BetterAid, a participé à la réunion

et présenté les défis auxquels l'agenda pour l'efficacité de l'aide est confronté et qui empêchent d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, notamment les OMD n°3 et 5, liés à l'égalité des genres et la santé maternelle. Cette vision des OSC concernant la Coopération Sud-Sud contribuera à l'examen de la stratégie de l'UNFPA en matière de coopération Sud-Sud.

Le document final de l'événement sera bientôt disponible.

Monica Novillo, Coordinadora de la mujer, <http://www.coordinadoramujer.org/>

Établissement d'une norme relative à la transparence de l'aide

Un nouveau pas a été fait vers la création d'une norme commune permettant de publier la quantité et

Dernières nouvelles de l'aide publique

la justification de l'aide apportée par les donateurs aux pays. L'Initiative internationale sur la transparence de l'aide (IITA), établie par les donateurs en septembre 2008 lors du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, a permis d'obtenir l'approbation de ses 18 signataires afin de déployer la première des trois phases d'information standardisée sur leurs flux d'aide. La première phase doit être mise en œuvre par l'ensemble des signataires avant le prochain Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui se tiendra à Pusan (Corée) en décembre 2011. Ces décisions ont été prises par les signataires le 7 juillet à Paris, avant le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide.

Avant la réunion, les organisations de la société civile, coordonnées par l'organisation Publish What You Fund, avaient fait pression sur les donateurs signataires afin que ces derniers divulguent les principales informations concernant leurs flux d'aide lors de la première phase de la norme. Les demandes visaient à ce que les donateurs publient les informations les plus récentes concernant leurs flux d'aide actuels (journaliers, hebdomadaires ou mensuels), des informations sur leurs flux et engagement futurs, et la publication des informations relatives à l'aide, en utilisant des définitions et des formats compatibles avec les budgets des pays partenaires.

La campagne a remporté un grand succès. Les donateurs signataires ont accepté d'inclure au premier volet du déploiement les données prévisionnelles, notamment la quantité d'aide que recevra chaque pays. Les donateurs se sont également engagés à publier ces données dès leur mise à disposition, au moins tous les trimestres. La différence intéressante à ce sujet est que la présentation des données au niveau national semble intervenir plus tôt que ce qui avait été promis au niveau mondial. Les pays partenaires ayant approuvé l'IITA étaient également présents à la réunion. De la Colombie au Rwanda, le message transmis est que les donateurs locaux fournissent déjà à leurs gouvernements des informations relatives à l'aide, au moins tous les mois. De plus, les donateurs se sont engagés à présenter et rendre publics les plans de mise en

œuvre détaillés indiquant les modalités selon lesquelles ils veilleront au respect de la norme d'ici à la prochaine réunion du Groupe de travail de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide, qui aura lieu au mois d'octobre. Les plans de mise en œuvre obligent également les donateurs à expliquer pourquoi ils ne peuvent pas respecter certaines composantes de la norme.

L'acceptation de la phase numéro un, cependant, n'a pas été sans problème. Certains donateurs, dont la Suisse et l'Allemagne, ont déjà annoncé qu'ils ne seraient pas en mesure de déployer la phase numéro un avant la fin 2011, près de trois ans après la signature de la norme. De plus, on a assisté à un important recul de la part de certains donateurs (CE et Allemagne), qui soutenaient initialement une norme de l'IITA. Ceci s'est produit malgré le fait que les études menées dans quatre pays pilotes (Malawi, RDC, Rwanda et Colombie) aient permis de constater que la création et la mise en œuvre d'une norme commune relative aux informations liées à l'aide étaient possibles. Cette résistance des principaux donateurs suggère qu'il va être difficile de faire en sorte que le travail sur les autres phases, qui consiste à divulguer des informations sur les conditionnalités, l'approvisionnement et les documents du projet, soit accepté et accompli.

Le comité de pilotage de l'IITA se réunira au mois de décembre avec les signataires, afin de discuter des phases 2 et 3, du cadre de la mise en œuvre, du déploiement et des engagements. Avant cela, le registre de l'IITA, qui fera office d'agrégateur servant à localiser l'emplacement des informations relatives aux donateurs sur les sites des agences d'aide, sera lancé en octobre.

Craig Fagan, Transparency International, www.transparency.org

Sommet du G8 et du G20 à Muskoka et Toronto

Les sommets du G8 et du G20, qui se sont déroulés au Canada au mois de juin, se sont soldés par un sentiment de déception et de surprise. Si le G8 de Muskoka a lancé une nouvelle initiative en faveur de la santé infantile et maternelle (l'Initiative de Muskoka) afin de combler le retard dans la réalisation des OMD n°4 et 5, les activistes ont été déçus par son ampleur (5 milliards

de dollars sur cinq ans, contre les 10 milliards réclamés) et par la contribution du Canada, qui s'est avérée inférieure aux 1,2 milliards de dollars que le pays a dépensé pour les trois jours d'organisation des sommets.

Dans leur communiqué, les dirigeants du G8 ont accueilli favorablement le Rapport de responsabilité du G8, publié au mois de juin avant le sommet, afin de réaliser un suivi annuel des progrès des pays du G8 par rapport à leurs engagements. Les ONG ont applaudi cette avancée positive, tout en critiquant une partie de la méthodologie et des bases du rapport.

À leur grande déception, le G8 de Muskoka n'a pas mentionné les Engagements de Gleneagles, dont la plupart arrivent à échéance en 2010 et sont loin d'avoir été honorés. Si le Rapport de responsabilité examinera les progrès accomplis, le G8 n'a présenté aucun plan, pas plus qu'il n'a indiqué les étapes qui seraient suivies pour faire face aux énormes écarts en termes de financement.

Le G8 a surpris les commentateurs en transférant l'agenda pour le développement au nouveau G20, et, dans une certaine mesure, au processus des OMD des Nations Unies. Les commentateurs du G8 pensaient que ce dernier conserverait le dossier du développement, ainsi que les questions de paix et de sécurité, mais il semble qu'il se soit éloigné de l'AOD.

Le sommet du G20 s'est débattu entre appels à la relance et à la rigueur, les mesures en faveur de la rigueur l'ayant emporté. Des ONG comme Make Poverty History ont exprimé leur préoccupation que l'intention du G20 de réduire les dépenses au lieu d'augmenter les impôts affecterait plus sévèrement les plus pauvres dans la mesure où les coupes budgétaires comprimeraient les niveaux d'AOD et réduiraient les dépenses sociales au niveau national. Fait significatif, le gouvernement coréen a publié son document d'analyse sur le rôle du G20 en matière de développement, avant le Sommet de Toronto. Ce document expose les priorités du Sommet du G20 du mois de novembre, qui portera en grande partie sur la croissance économique, l'infrastructure, la formation professionnelle spécialisée, ainsi que sur la sécurité alimentaire. Les participants du Sommet de Toronto ont créé un Groupe de travail du G20 sur le développement, disposant d'un

Dernières nouvelles de l'aide publique

mandat pour élaborer un agenda en matière de développement, ainsi que des plans d'action sur plusieurs années, adaptés au mandat du G20 en termes de croissance économique et de résilience, qui seront présentés lors de la prochaine réunion du G20, qui aura lieu les 11 et 12 novembre prochains à Séoul (Corée).

Kel Currah, What World, <http://whatworld.com>

Dernières nouvelles du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide

Le Comité exécutif du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide (WP-EFF), qui coordonne les activités du Groupe de travail, s'est réuni en juillet. Parmi les questions abordées, figuraient la mise en œuvre, au niveau national, des engagements sur l'efficacité de l'aide, la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra, et les modalités selon lesquelles les différentes composantes du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide peuvent contribuer au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (HLF-4), fixé au mois de décembre 2011.

Lors de la réunion, une discussion s'est tenue concernant la manière dont le rôle du DAC pourrait être modifié, dans la mesure où ce dernier examine la question plus large de l'efficacité du développement, et non pas seulement celle de l'efficacité de l'aide. Il a été décidé que le HLF4 se tiendrait à Pusan, et non plus à Séoul. Le représentant de la Corée a présenté un bref exposé de l'atelier sur l'Architecture de développement, qui aura lieu les 2 et 3 décembre 2010. Le Comité exécutif du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide se réunira le 29 octobre.

Le Réseau sur l'égalité hommes-femmes (GENDERNET) a tenu sa 8e assemblée à la mi-juin. Les discussions concernaient principalement l'importance de l'égalité des genres dans la réalisation de l'ensemble des OMD.

Le 22 juin, une réunion informelle de l'OCDE a été organisée sur le thème du rôle du secteur privé dans le contexte de l'efficacité de l'aide. Consultez l'agenda ici : <http://www.oecd.org/dataoecd/50/1/45681384.pdf>.

Le groupe de travail sur la Prévisibilité et la Transparence termine l'élaboration d'un rapport préliminaire détaillé sur le Cadre d'évaluation de la prévisibilité de

l'aide.

Le groupe de travail sur la Division du Travail organisera une première série d'ateliers, les 28 et 29 septembre en Ouganda. Des financements sont disponibles pour la participation des OSC. Contact BetterAid l'agent de liaison au simonds@tuac.org pour plus d'informations.

Le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide se réunira en plénière les 27 et 28 octobre. Un atelier sur l'efficacité du développement est prévu le mardi 26 octobre de 10 à 13 h.

Appel pour l'implication des OSC dans l'Enquête 2011 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide engage pays partenaires et donateurs à multiplier leurs efforts en vue de l'harmonisation, de l'alignement et de la gestion de l'aide, à l'aide d'une série d'indicateurs et d'actions pouvant faire l'objet d'un suivi. Le Programme d'action d'Accra se base sur ces engagements. L'Enquête 2011 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris s'inscrit dans la lignée des enquêtes menées en 2006 et 2008, et sera essentielle pour déterminer si les objectifs définis dans la Déclaration de Paris ont été atteints. Ces résultats représenteront une contribution clé aux discussions du Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Corée, novembre 2011).

Implication des OSC

Si l'implication des OSC dans le processus de l'enquête est reconnue et encouragée, elle n'est pas explicitement prévue dans le document d'orientation de l'enquête. Par conséquent, les OSC doivent jouer un rôle actif dans le processus afin de garantir que les perspectives des OSC sont prises en compte dans la mise en œuvre de l'enquête. Pour cela, la meilleure option consiste à contacter le Coordinateur national, désigné par le gouvernement pour réaliser l'enquête. La liste des Coordinateurs nationaux est en cours de finalisation, mais sera mise à disposition des membres du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide dès qu'elle aura été terminée.

De plus, un espace a été prévu pour la participation des OSC dans une série de 5 ateliers régionaux, lors desquels les documents d'orientation de l'enquête

seront discutés et examinés. Les détails spécifiques des ateliers régionaux, ainsi que ceux de la mise en œuvre de l'enquête sont encore en cours de finalisation. Cependant, les OSC souhaitant participer à ces activités doivent informer (le secrétariat de BA ?) de leur intérêt, afin d'être tenues au courant de l'évolution du processus.

De plus, en ce qui concerne l'évaluation indépendante de la Déclaration de Paris, la troisième réunion du Groupe de référence international a été programmée du 7 au 10 décembre 2010 à Bali (Indonésie).

L'actualité officielle en bref

Le 22 juillet, le Ministre canadien à la coopération internationale, M. Beverley Oda, a lancé les Partenariats avec les Canadiens. Présentée par le ministre comme la prochaine étape de « l'agenda canadien pour l'efficacité de l'aide », cette nouvelle approche vise à augmenter l'efficacité de l'aide, à réduire les formalités administratives applicables aux ONG partenaires et à impliquer un plus grand nombre de Canadiens par le biais d'un Programme citoyen mondial (Global Citizens Program). Dans un communiqué de presse, le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCIC), coalition membre de BetterAid, a exprimé sa déception concernant le manque d'ambition du nouvel agenda.

Consultez le communiqué de presse ici : <http://tiny.cc/c76e7>

Le Président Obama a dévoilé un plan visant à s'assurer que les États-Unis restent en mesure de respecter leurs engagements pour atteindre les OMD d'ici 2015. Dans un communiqué de presse d'Oxfam America, Gregory Adams, Directeur de l'efficacité de l'aide pour Oxfam America, a accueilli favorablement cette initiative, mais a appelé les États-Unis à aller plus loin en établissant une Stratégie américaine d'aide à l'étranger et une nouvelle législation pour le développement mondial des États-Unis, larges et clairement définies. Les organisations de la société civile américaines se sont récemment ralliées à la campagne en faveur de ladite stratégie.

En savoir plus sur la campagne : <http://tinyurl.com/36w66uj>

DERNIÈRES NOUVELLES DU GROUPE DE COORDINATION DE BETTERAID

Le Groupe de coordination de BetterAid (BACG) a accueilli trois nouveaux membres :

- Voices for Interactive Choice and Empowerment (Voice)
- Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)
- Et The Zimbabwe Coalition for Debt and Development (ZIMCODD)

Le Groupe de coordination de BetterAid comprend désormais 30 organisations membres. Consultez la liste entière ici : <http://www.betteraid.org/en/about-us/coordinating-betteraid.html>.

BetterAid a participé activement au second Forum biennal de haut niveau pour la coopération en matière de développement des Nations Unies, qui s'est tenu à New York, fin juin 2010, en élargissant le débat sur l'efficacité du développement et sur la coopération au développement en adoptant la perspective des OSC. La plateforme a également publié un communiqué officiel lors de cet événement. Elle a également pris part au Symposium de haut niveau du Forum de l'ONU pour la coopération en matière de développement, qui a eu lieu à Helsinki sur le thème « Une coopération cohérente en matière de développement : optimiser l'impact dans un environnement changeant », début juin.

Des consultations de la société civile sur la mise en œuvre des engagements en matière d'efficacité de l'aide, organisées par Reality of Aid et la Fondation IBON, deux organisations partenaires de BetterAid, en collaboration avec les plateformes d'organisations de la société civile nationales ont eu lieu au niveau international. Les résultats de ces consultations permettront de documenter les positions de BetterAid.

BetterAid publiera ensuite un document de prise de position explorant les éléments permettant de mettre à l'ordre du jour la thématique de l'efficacité du développement dans le domaine de la coopération au développement, à partir d'une de la perspective des droits humains, afin de coïncider avec les réunions du Groupe de travail de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide, qui se tiendront à Paris au mois d'octobre.

BetterAid a mis en ligne un nouveau site Internet au mois de juin, désormais disponible en trois langues (anglais, espagnol et français). Il est régulièrement mis à jour à partir :

- De l'actualité de la plateforme BetterAid et de toute autre actualité relative au domaine

de l'efficacité du développement

- Des documents de prise de position, des déclarations et des communiqués de BetterAid
- Des informations détaillées concernant les consultations de la société civile relatives à la mise en œuvre des engagements en matière d'efficacité de l'aide, organisées par Reality of Aid et la Fondation IBON
- Du calendrier d'événements BetterAid et de tout autre événement relatif à l'efficacité de l'aide.

Le site Internet comprend également un glossaire de termes visant à démystifier certains termes techniques utilisés dans le domaine de l'efficacité de l'aide.

Si vous souhaitez contribuer à ce bulletin d'information bimensuel, veuillez contacter la Responsable de la Communication de BetterAid à l'adresse comms@betteraid.org.

DERNIÈRES NOUVELLES DU FORUM SUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT DES OSC

Le Forum ouvert est en train de compiler et d'éditer l'ensemble de ses Rapports des consultations nationales. Vous pouvez consulter les rapports des Consultations du Forum ouvert, et vérifier régulièrement sur le site si les rapports régionaux consolidés et l'ébauche de cadre sont disponibles.

L'ébauche de cadre, qui rassemblera l'ensemble des consultations nationales et thématiques publiées jusqu'à présent, sera discutée lors de la prochaine Assemblée mondiale du Forum ouvert, qui aura lieu du 28 au 30 septembre à Istanbul (Turquie). Toute partie prenante de la société civile intéressée pourra participer, dans la mesure où cette assemblée sera le rendez-vous clé avant le quatrième Forum de haut niveau, qui se tiendra à Séoul (Corée du Sud) en 2011. Veuillez consulter le site Internet du Forum ouvert pour obtenir plus d'informations concernant les modalités d'inscription à l'Assemblée mondiale, et écrire à l'adresse info@cso-effectiveness.org pour nous soumettre toute question.

Vous pouvez également suivre les avancées du Forum sur Facebook : rendez-vous sur notre page Amis (www.facebook.com/#!/pages/Open-Forum-for-CSO-Development-Effectiveness/106272822740128?ref=mf) pour suivre les derniers événements, avancées et publications du Forum !

BetterAid

RAPPORTS

El informe de Governance Group y Alliance 2015:

Aid and budget transparency in Mozambique: Constraints for civil society, the parliament and the government
<http://tinyurl.com/355yh9u>

Magazine Global focus

Dossier spécial sur l'harmonisation de l'aide. <http://tinyurl.com/37ta6pm>

Eurodad

Whither development finance?
<http://www.eurodad.org/whatsnew/reports.aspx?id=4206>

Conditionality in World Bank crisis-lending to Ghana
<http://www.eurodad.org/whatsnew/reports.aspx?id=4211>

Social Watch:

Social Watch Report for 2009
<http://www.socialwatch.org/node/799>

Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) :

Document de travail préliminaire : « Development cooperation beyond the aid effectiveness paradigm: A women's rights perspective »
<http://tinyurl.com/32msccn>

Dossier : The Impact of the Crisis on Women: Main Trends across Regions
<http://tinyurl.com/3ymslut>

Dossier : Trends in Bilateral and Multilateral Funding
<http://tinyurl.com/326kmhx>

Dossier : Context and trends influencing the funding landscape for gender equality and women's organizations and movements
<http://tinyurl.com/3648uor>

Événements de la société civile

Assemblée mondiale du forum ouvert

Istanbul, 27-30 septembre
<http://www.cso-effectiveness.org/>

Consultations-pays « La réalité de l'aide », qui instruiront les positions politiques de BetterAid, se dérouleront tout au long du deuxième semestre de 2010. Consultez régulièrement le site de BetterAid pour plus d'information.

Événements officiels

Ouverture de la 65e Assemblée générale de l'ONU

New York, 14 septembre
<http://www.un.org/ga/65/index.shtml>

Sommet de l'ONU sur les OMD – Événement de haut niveau sur les OMD

New York, 20-22 septembre
<http://www.un.org/en/mdg/summit2010/>